

Délibération n° 2019-139 du 16 octobre 2019

de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives portant autorisation à la mise en œuvre du traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité

« *Contrôle des infractions boursières et abus de marché des personnes potentiellement initiées* »

présenté par la Banque BNPP SA

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du Conseil de l'Europe du 4 novembre 1950 ;

Vu la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et son Protocole additionnel ;

Vu la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 relative à la protection des informations nominatives, modifiée ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.230 du 19 juin 2009 fixant les modalités d'application de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée, susvisée ;

Vu la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

Vu la Loi n° 1.462 du 28 juin 2018 renforçant le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ;

Vu la Loi n° 1.338 du 7 septembre 2007 relative aux activités financières ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 1.284 du 10 septembre 2007 portant application de la Loi n° 1.338 du 7 septembre 2007 sur les activités financières ;

Vu l'Annexe à l'Ordonnance Souveraine n° 7.114 du 14 septembre 2018 modifiant l'annexe A de l'Accord Monétaire conclu le 29 novembre 2011 entre l'Union Européenne et la Principauté de Monaco.

Vu la demande d'autorisation déposée par la Banque BNPP SA, le 17 juillet 2019, concernant la mise en œuvre du traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *Contrôle des infractions boursières et abus de marché des personnes potentiellement initiées* » ;

Vu la prorogation du délai d'examen de la présente demande d'autorisation notifiée au responsable de traitement le 16 septembre 2019 conformément à l'article 11-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 ;

Vu le rapport de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives en date du 16 octobre 2019 portant examen du traitement automatisé susvisé.

## **La Commission de Contrôle des Informations Nominatives,**

### **Préambule**

BNP Paribas S.A. est enregistrée au RCI sous le numéro 67S01164, ayant pour activité la réalisation d'« *Opérations de banque et de bourse* » par le biais de sa succursale.

Aux termes de la Loi n° 1.338 du 7 septembre 2007 relative aux activités financières, notamment en son article 49, est (sont) passible(s) de sanctions pénales :

- les dirigeants d'une société, et les personnes « *disposant, à l'occasion de l'exercice de leur profession ou de leurs fonctions, d'informations privilégiées sur les perspectives ou la situation d'un émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé ou sur les perspectives d'évolution d'une valeur mobilière ou d'un instrument financier à terme admis sur un marché réglementé, [réalisant] ou [permettant] sciemment de réaliser, soit directement, soit par personne interposée, une ou plusieurs opérations avant que le public ait connaissance de ces informations* » ;
- toute personne disposant, « *dans l'exercice de sa profession ou de ses fonctions, d'une information privilégiée sur les perspectives ou la situation d'un émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé ou sur les perspectives d'évolution d'une valeur mobilière ou d'un instrument financier à terme admis sur un marché réglementé, [ou communiquant] à un tiers en dehors du cadre normal de sa profession ou de ses fonctions* » ;
- « *le fait, pour toute personne, de répandre sciemment dans le public, par des voies et moyens quelconques, des informations fausses ou trompeuses sur les perspectives ou la situation d'un émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé ou sur les perspectives d'évolution d'une valeur mobilière ou d'un instrument financier à terme admis sur un marché réglementé, de nature à agir sur les cours* » ;
- « *le fait, pour toute personne de réaliser une opération, de passer un ordre ou d'adopter un comportement qui :*
  - o *donne ou est susceptible de donner des indications trompeuses sur l'offre, la demande ou le cours d'un instrument financier ou qui fixe ou est susceptible de fixer à un niveau anormal ou artificiel le cours d'un instrument financier ;*
  - o *affecte le cours d'un instrument financier, en ayant recours à des procédés fictifs ou à toute autre forme de tromperie ou d'artifice afin d'entraver le fonctionnement régulier d'un marché d'instruments financiers en induisant autrui en erreur* ».

A ce titre, la Banque BNP Paribas S.A. exerce une vigilance constante afin de s'assurer que les opérations de la clientèle qu'elle a à traiter ne relèvent pas de l'une des opérations visées par la Loi précitée.

Le responsable de traitement indique que le traitement objet de la présente demande porte sur des soupçons d'abus de marché prévus par la Loi n° 1.462 du 28 juin 2018 renforçant le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption et qu'il est également mis en œuvre à des fins de surveillance.

Par ailleurs, il indique également que « *le produit des infractions prévues à l'article 49 de la loi 1.338 sont considérées comme pouvant être qualifiés de biens, capitaux ou revenus d'origine illicite au sens de l'article 218-3 du code pénal monégasque. En conséquence, si le produit d'une infraction boursière ou d'abus de marché visé par l'article 49 précité est déposée sur les livres de la banque ou doit être utilisée pour une opération bancaire, une déclaration doit être faite au SICCFIN en application de l'article 36 de loi n°1.362.* »

Le traitement est donc soumis au régime de l'autorisation préalable de l'article 11-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

## **I. Sur la finalité et les fonctionnalités du traitement**

Le traitement a pour finalité « *Contrôle des infractions boursières et abus de marché des personnes potentiellement initiées* ».

Le responsable de traitement indique que les catégories de personnes concernées sont les titulaires et mandataires de comptes personnes physiques, les bénéficiaires économiques des personnes morales et les employés.

S'agissant des personnes morales, la Commission souligne que sont concernées les personnes physiques en lien avec elles, à savoir les mandataires, dirigeants et bénéficiaires économiques.

Les fonctionnalités sont les suivantes :

- « *obligation pour tous les collaborateurs d'exercer une vigilance afin de s'assurer que les opérations de la clientèle ne relèvent pas de l'une des opérations visées par la Loi n° 1.338 ;*
- *identifier et limiter les abus visés par la réglementation bancaire et financière applicable à Monaco ;*
- *identifier et limiter les actions de manipulation de cours ;*
- *l'obligation de déclaration des transactions suspectes de la part des RM au service Conformité de la banque ;*
- *production de statistiques générales relatives aux alertes générées ».*

Aussi, la Commission considère que la finalité du traitement est « *déterminée, explicite et légitime* », conformément à l'article 10-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

## **II. Sur la licéité et la justification du traitement**

Eu égard à l'objet social du responsable de traitement, et aux obligations qui lui incombent en application de la Loi n° 1.338, modifiée, telles que rappelées en préambule de la présente délibération, la Commission considère que ce traitement est licite et justifié, au sens des articles 10-1 et 10-2 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

### **III. Sur les informations nominatives traitées**

Les informations nominatives traitées sont les suivantes :

- identité/situation de famille : nom du client, numéro de compte, identifiant et nom du gérant rattaché à la relation, groupe de gestion, nom du gestionnaire en charge de la relation client ;
- formation-diplômes/vie professionnelle : Code du secteur d'activité dans lequel exerce le client, pourcentage de détention de parts dans une société cotée, profession ;
- caractéristiques financières : date d'ouverture du compte, identifiant de(s) opération(s), date d'opération, sens de l'opération, montant, code ISIN, libellé titre, type de VM, type et profil de gestion, flag si personne potentiellement initiée ;
- autre : statut de personne politiquement exposée (PEP) ;
- autre : alertes émises par le logiciel dans le cadre du traitement.

Le responsable de traitement indique que les informations relatives aux alertes sont générées par le système et que les informations relatives aux PEP ont pour origine le service Compliance ainsi que les bases officielles.

Aussi, le responsable de traitement indique que les autres informations ont pour origine les informations collectées dans le cadre de la mise en œuvre du traitement ayant pour finalité « *Valeurs mobilières et autres instruments financiers* » et du traitement ayant pour finalité « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la Loi n° 1.362 du 3 août 2009* », légalement mis en œuvre.

La Commission en prend acte et considère que les informations collectées sont « *adéquates, pertinentes et non excessives* » au regard de la finalité du traitement, conformément aux dispositions de l'article 10-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

### **IV. Sur les droits des personnes concernées**

#### **➤ *Sur l'information préalable des personnes concernées***

Le responsable de traitement indique que l'information préalable des personnes concernées est assurée au moyen d'une mention ou clause particulière intégrée dans un document remis à l'intéressé et par une procédure interne accessible en Intranet.

Ainsi les clients sont informés par le biais des conditions générales qui leur sont remises.

Par ailleurs, Commission constate également que la banque tient à disposition des clients la liste complète des traitements automatisés portant sur leurs informations nominatives.

La Commission tient à rappeler que l'information préalable doit être conforme à l'article 14 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, et doit être fournie à toutes les catégories de personnes concernées.

#### **➤ *Sur l'exercice du droit d'accès, de modification et de mise à jour***

Le responsable de traitement indique que le droit d'accès est exercé par voie postale auprès du service réclamations à l'attention du responsable du contrôle et de la surveillance des risques pour les clients et à l'attention du responsable gestion ressources humaines pour les employés.

La Commission rappelle à cet égard, que la communication de la réponse devra se faire le mois suivant la réception de la demande.

La Commission constate que les modalités d'exercice des droits des personnes concernées sont conformes aux dispositions des articles 13, 15 et 16 la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993

## **V. Sur les personnes ayant accès au traitement et les communications d'informations**

### **➤ Sur les accès au traitement**

Le responsable de traitement indique qu'ont accès aux informations :

- Utilisateurs : le personnel habilité du Service Compliance local, du service Compliance de BNP Paribas Portugal et du service Compliance BNP Paribas France a accès aux informations en inscription, modification, mise à jour et consultation dans le cadre des fonctions qui leur sont reconnues ;
- Administrateurs : les administrateurs IT groupe habilités disposent d'un accès au système dans le cadre de leurs travaux de maintenance.

Le responsable de traitement indique que les administrateurs IT groupe habilités ne disposent pas d'un accès aux données.

La Commission en prend acte et rappelle que conformément à l'article 17-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, le responsable de traitement doit tenir à jour la liste des personnes habilitées à avoir accès au traitement et précise que cette liste doit lui être communiquée à première réquisition.

Elle considère que ces accès sont justifiés.

### **➤ Sur les communications d'informations**

Le responsable de traitement indique que lorsque des alertes sont dites « avérées », celles-ci, ainsi que les données y afférentes, sont susceptibles d'être communiquées pour information à la Direction locale de la Banque BNP PARIBAS SA et pour consultation au service Conformité Centrale FRB – Intégrité des Marchés.

Le responsable de traitement indique également que certaines informations sont susceptibles d'être communiquées aux autorités judiciaires et administratives (SICCFIN) dans le strict cadre de leurs missions.

A ce titre, il précise qu'il est susceptible d'effectuer des déclarations de soupçon auprès du SICCFIN.

A cet égard, la Commission rappelle qu'aux termes de l'article 36 de la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée, « *les organismes et les personnes visés à l'article premier sont tenus de déclarer au Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers, en considération de leur activité, toutes les sommes et fonds inscrits dans leurs livres, toutes les opérations ou tentatives d'opérations portant sur des sommes ou fonds dont ils savent, soupçonnent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils proviennent de l'une des infractions de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de corruption* ».

Aussi, la Commission demande que les communications d'informations s'effectuent dans le strict cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **VI. Sur les interconnexions avec d'autres traitements**

Le responsable de traitement indique que le traitement dont s'agit fait l'objet d'interconnexions avec les traitements légalement mis en œuvre, ayant pour finalités respectives, « *Gestion administrative des salariés* », « *Valeurs mobilières et autres instruments financiers* » et « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la Loi n° 1.362 du 3 août 2009* ».

Le traitement fait de plus l'objet d'un rapprochement avec le traitement légalement mis en œuvre, ayant pour finalité « *Gestion des déclarations de soupçons* ».

Sur ce point la Commission rappelle ses remarques relatives aux communications d'informations.

## **VII. Sur la sécurité du traitement et des informations**

Les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité du traitement et des informations qu'il contient n'appellent pas d'observation.

Cependant, les ports non utilisés doivent être désactivés et les serveurs, périphériques, équipements de raccordements (switchs, routeurs, pare-feux) ainsi que chaque compte utilisateur et administrateur doivent être protégés individuellement par un identifiant et par un mot de passe réputé fort, régulièrement renouvelé.

De plus, la Commission rappelle que les communications d'informations doivent être sécurisées en tenant compte de la nature des informations transmises.

Elle rappelle par ailleurs que, conformément à l'article 17 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, les mesures techniques et organisationnelles mises en place afin d'assurer la sécurité et la confidentialité du traitement au regard des risques présentés par celui-ci et de la nature des données à protéger devront être maintenues et mises à jour en tenant compte de l'état de l'art, afin de permettre de conserver le haut niveau de fiabilité attendu tout au long de la période d'exploitation du présent traitement.

## **VIII. Sur la durée de conservation**

Le responsable de traitement indique que les informations objets du traitement sont conservées 10 ans.

La Commission rappelle que l'article 18.5 du Règlement n° 596/2014 relatif aux abus de marché impose la conservation de la liste d'initiés pendant une période minimale de cinq ans après son établissement ou sa mise à jour. Les informations enregistrées devenues caduques sont effacées au terme de la cinquième année suivant la cessation de l'accès à toute information privilégiée ou le changement de motif d'inscription.

Aussi la Commission demande que les informations collectées soient traitées et conservées conformément aux dispositions susvisées.

Elle relève en outre que le présent traitement a pour fonctionnalité de générer des alertes.

A cet égard elle demande que les alertes ainsi constituées soient archivées pendant une durée maximum de 3 ans après avoir été conservées 30 jours en base active.

**Après en avoir délibéré, la Commission :**

**Rappelle que :**

- l'information préalable des personnes concernées doit être conforme à l'article 14 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, et doit être fournie à toutes les catégories de personnes concernées ;
- la réponse à une demande de droit d'accès doit intervenir dans les 30 jours ;
- les ports non utilisés doivent être désactivés et les serveurs, périphériques, équipements de raccordements (switchs, routeurs, pare-feux) ainsi que chaque compte utilisateur et administrateur doivent être protégés individuellement par un identifiant et par un mot de passe réputé fort, régulièrement renouvelé ;
- la liste nominative des personnes ayant accès au traitement doit être tenue à jour, et doit lui être communiquée à première réquisition ;
- les communications d'informations doivent être sécurisées en tenant compte de la nature des informations transmises.

**Demande que :**

- les communications d'informations s'effectuent dans le strict cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- la liste d'initiés soit conservée pendant une période minimale de cinq ans après son établissement ou sa mise à jour conformément à l'article 18.5 du Règlement (UE) n° 596/2014 relatif aux abus de marché ;
- les informations enregistrées devenues caduques soient effacées au terme de la cinquième année suivant la cessation de l'accès à toute information privilégiée ou le changement de motif d'inscription ;
- les données à caractère personnel soient conservées pendant une durée maximale de cinq ans ;
- les alertes soient archivées pendant une durée maximum de 3 ans après avoir été conservées 30 jours en base active.

**A la condition de la prise en compte des éléments qui précèdent,**

la Commission de Contrôle des Informations Nominatives **autorise la mise en œuvre, par la Banque BNPP SA du traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *Contrôle des infractions boursières et abus de marché des personnes potentiellement initiées* ».**

Le Président

Guy MAGNAN